

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sixième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques (CCSRs)

Rabat, le 20 décembre 2017

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques a tenu le 20 décembre sa sixième réunion au siège de Bank Al-Maghrib (BAM) à Rabat.

Lors de cette réunion, le Comité a procédé à l'analyse de la cartographie des risques systémiques ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la feuille de route inter-autorités en matière de stabilité financière au titre de la période 2016-2018.

L'analyse de la situation du système financier au regard des tendances économiques et financières, observées et attendues, a permis au Comité de dégager les principaux constats suivants :

- Les risques macroéconomiques se maintiennent globalement à un niveau modéré dans un contexte caractérisé notamment par la poursuite de la consolidation budgétaire. Sur le plan des comptes extérieurs, le risque demeure limité à la faveur de l'atténuation progressive du déficit du compte courant et de l'adéquation du niveau des réserves internationales nettes assurant en 2017 la couverture de plus de 5 mois d'importations de biens et services. Au plan national, la croissance économique connaît en 2017 une accélération tirée essentiellement par le rebond de la valeur ajoutée agricole et la reprise, quoiqu'à un rythme lent, des activités non agricoles.
S'agissant des perspectives macroéconomiques, l'évolution demeure globalement favorable en relation avec le raffermissement de l'activité économique mondiale et la poursuite de l'allègement des déficits jumeaux. Des zones d'incertitudes entourent, toutefois, les conditions extérieures en lien notamment avec les tensions géopolitiques et la politique commerciale aux Etats-Unis.
- Le crédit bancaire a continué de s'améliorer modérément. Les concours aux entreprises non financières ont vu leur rythme s'accélérer. Le niveau des créances en souffrance reste significatif, quoique en décélération, dans un contexte marqué par une lente reprise des activités non agricoles.
- Dans ce contexte, les résultats des banques au terme du 1^{er} semestre 2017 ont décéléré en lien avec de moins bonnes performances des opérations de marché. Le secteur bancaire demeure rentable et adéquatement capitalisé et s'avère résilient aux stress-tests simulant des chocs macroéconomiques. Les expositions aux risques de concentration et de taux d'intérêt, pour leur part, font l'objet d'un suivi particulier.
- Le secteur des entreprises d'assurances, en dépit d'une légère baisse du taux de couverture des provisions techniques par des actifs représentatifs, continue de respecter le minimum exigé en termes de couverture et de dégager une marge de solvabilité largement supérieure au minimum réglementaire. Néanmoins, ces excédents de marge devraient probablement connaître une baisse avec le passage futur vers un régime prudentiel basé sur les risques.

- L'application progressive de la réforme paramétrique du régime des pensions civiles se poursuit. Cette réforme a conduit, à travers la mise en place d'une tarification équilibrée pour les droits futurs des affiliés, à une amélioration de certains indicateurs de risque afférents à ce régime. Elle n'a, toutefois, pas permis de résorber les engagements importants du régime au titre des droits passés.
- S'agissant du marché boursier, la liquidité poursuit une tendance haussière quoique lente en raison notamment de la faiblesse du flottant. Dans le même temps, la volatilité enregistre une baisse importante après deux années de hausses consécutives. La valorisation, pour sa part, demeure relativement élevée malgré l'enregistrement d'un certain recul. Elle est tirée par des investisseurs à la recherche de rentabilité dans un contexte de taux d'intérêts qui restent bas. Parmi ces investisseurs, on trouve les OPCVM dont les souscriptions se sont plutôt orientées vers les catégories « actions » et « diversifiés ». Le marché des prêts de titres fait l'objet d'une attention particulière suite à la forte progression de l'encours des opérations en 2017.

Le Comité a, par ailleurs, fait le point sur la mise en œuvre de la feuille de route relative à la contribution du secteur financier marocain pour promouvoir le développement durable.

Contact presse :

Nouaim SQALLI

Tel : 06.66.208.246

E-mail : n.sqalli@bkam.ma